



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 11/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**COM. COMMUNES PAYS ENTRE LOIRE & RHONE**

(C.O.P.L.E.R.)

6 rue de la Tête Noire  
42470 Saint-Symphorien-De-Lay

Références : UID4243-DSSP-025-109  
Code AIOT : 0006110264

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement COM. COMMUNES PAYS ENTRE LOIRE & RHONE implanté (C.O.P.L.E.R.) Lieu-dit Matard 42470 Saint-Symphorien-de-Lay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2025 et du dépôt d'un cas-par-cas de la part de la COPLER concernant la mise à jour de la situation administrative du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COM. COMMUNES PAYS ENTRE LOIRE & RHONE
- (C.O.P.L.E.R.) Lieu-dit Matard 42470 Saint-Symphorien-de-Lay
- Code AIOT : 0006110264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de transit, tri, regroupement de déchets dangereux et non dangereux

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD du 13 juin 2024	AP de Mise en Demeure du 13/06/2024, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 13/06/24 est levé, au regard des actions engagées par l'exploitant de la déchetterie.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD du 13 juin 2024

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Récolement de l'APMD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La Communauté de Communes Pays entre Loire et Rhône, exploitant l'installation de collecte et traitement de déchets située sur le territoire de la commune de Saint-Symphorien-de-Lay devra, dans les délais indiqués suivants la date de réception de la mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous 6 mois, déposer un dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2794 (broyage de déchets verts non dangereux) de la nomenclature des Installations classées afin de régulariser la situation administrative du site, via le site Service-public.fr ;</li> <li>• sous 2 mois, transmettre un plan d'actions accompagné d'un calendrier de travaux permettant la mise en conformité du bassin de rétention des eaux polluées et du système de gestion des eaux de ruissellement du site. Le calcul de la capacité de confinement nécessaire sera réalisé grâce à la règle D9A, accessible via le lien <a href="https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-36278-guide-cnpp-D9A.pdf">https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-36278-guide-cnpp-D9A.pdf</a></li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection du 20 février 2025 a permis de faire le point avec l'exploitant sur les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 13 juin 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>dépôt d'un dossier au titre de la rubrique 2794 de la nomenclature des ICPE :</b> le dossier ayant été déposé par l'exploitant début 2025, ce point de l'APMD du 13 juin 2024 est conforme.</li> <li>• <b>mise en conformité du bassin de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie et du système de gestion des eaux de ruissellement du site :</b> les travaux sur le site ont été menés durant l'été 2024. L'intégralité des eaux de ruissellement du site est maintenant dirigée vers le bassin de rétention. Celui-ci est équipé d'une vanne d'obturation manuelle permettant de confiner les eaux polluées en cas de nécessité. L'exploitant prévoit la suppression de la surverse du bassin au cours de l'année 2025. Un nettoyage manuel du bassin de rétention a également été commencé. Cependant, au vu des difficultés techniques, un devis avec une entreprise spécialisée pour un curage mécanique est en cours de signature, incluant l'ajout d'une échelle pour animaux sur les parois du bassin, ainsi qu'une réfection totale de la bâche en fond de bassin et une reprise de l'imperméabilité de celui-ci.</li> </ul> <p>L'ensemble des points de l'arrêté de mise en demeure est donc considéré comme conforme. La mise en demeure peut donc être levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite